



UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1384

4 avril 2019

- **Justice : Un sit-in pour exiger un rapport définitif sur le dossier PetroCaribe**
- **Politique : Une centaine de parlementaires américains réclament une enquête sur la corruption et la criminalité en Haïti**
- **Sécurité : Les inculpés Woody Ethéart et Renel Nelfort, membres du gang dénommé « Galil » doivent être de nouveau entendus par la justice selon une ordonnance de la Cour de Cassation**
- **Immigration : 17 Haïtiens morts dans un naufrage au large des Îles Turk et Caicos**

>> Justice : Un sit-in pour exiger un rapport définitif sur le dossier PetroCaribe

Environ une trentaine de personnes se sont rassemblées, le mercredi 3 avril, devant la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif (CSCCA), à Port-au-Prince, pour exiger la publication du rapport définitif, relatif à la dilapidation présumée des fonds PetroCaribe de l'aide vénézuélienne à Haïti. « Diversion ou pas, on doit retrouver les fonds PetroCaribe », *Jistis pou masak pouvwa a te fè sou moun Lasalin yo* (Justice en faveur des victimes du massacre de la Saline), pouvait-on lire sur les pancartes, brandies par des protestataires. « Nous sommes là aujourd'hui pour dénoncer les voleurs des fonds PetroCaribe », affirme Abel Loreston, coordonnateur du *Mouvman vizyonè desalinyen (Movid)*, qui a applaudi la demande d'enquête des membres du congrès américain sur ce dossier. Un audit incomplet de la Cour des Comptes sur ce programme a révélé combien sa gestion est marquée, entre autres, par

des irrégularités graves, des fautes de gestion et des détournements de fonds. La CSCCA avait promis un audit complet pour avril 2019, sur cette affaire. Plusieurs organisations politiques de l'opposition, dont le Movid, *Anbake pou chanje* et *Kòd-9*, entendent aller jusqu'au bout pour forcer la justice haïtienne à faire la lumière sur les 4,2 milliards de dollars des fonds Petrocaribe. Le juge d'instruction Ramoncite Accimé a ordonné le gel des fonds appartenant à des personnalités et entreprises, citées dans le dossier de dilapidation de ces fonds, a rapporté la Fondation je klere (FJKL), dans un communiqué en date du 26 mars 2019.

Pour aller plus loin : [Gel de fonds de personnalités et entreprises citées dans le dossier PetroCaribe](#)

Le 29 mars, plusieurs organisations de l'opposition avaient gagné les rues pour réclamer la tenue du procès PetroCaribe et la démission de Jovenel Moïse de la présidence en Haïti.

>> Politique : Une centaine de parlementaires américains réclament une enquête sur la corruption et la criminalité en Haïti

104 membres du Congrès des États Unis souhaitent une enquête sur la corruption ainsi que les violations des droits humains perpétrées lors des récentes manifestations. « Nous vous demandons de soutenir des enquêtes indépendantes sur des allégations de corruption, qui seraient à l'origine de la crise actuelle, sur les forces de l'ordre en Haïti et sur des cas d'exécutions extra-judiciaires, perpétrés en Haïti », lit-on dans une correspondance adressée par ces parlementaires au secrétaire d'État américain, Mike Pompeo. Ils recommandent au Département d'Etat de « soutenir les efforts de

reddition des comptes, concernant l'affaire PetroCaribe ». « Un rapport, détaillant l'appui américain aux institutions indépendantes de lutte contre la corruption en Haïti, ainsi que les résultats des enquêtes sur la corruption, impliquant des représentants du gouvernement haïtien », doit être également exigé. « Il est d'une grande importance d'inviter la commission interaméricaine des droits humains à mener une enquête sur les actes de violence politique et les massacres perpétrés à La Saline », poursuivent-ils. Ils estiment qu'il est primordial pour que la lumière soit faite sur cette

affaire, car c'est la seule manière de protéger Haïti. Cette demande d'enquête a été initiée par deux législateurs américains, Andy Levin et Barbara Lee. Entre février et mars 2019, 13 agents de la Police Nationale d'Haïti ont été tués par des bandits, selon un bilan dressé par la Direction départementale de

l'Ouest de la police. Au moins 40 personnes ont été tuées par balles et 82 autres ont été blessées, lors des mobilisations anti-gouvernementales, du 7 au 17 février 2019, souligne le Réseau national de défense des droits humains, dans un rapport daté du 19 mars 2019.

>> Sécurité : Les inculpés Woody Ethéart et Renel Nelfort, membres du gang dénommé « Galil » doivent être de nouveau entendus par la justice, selon une ordonnance de la Cour de Cassation

Par ordonnance du substitut Me Joseph Emmanuel Saint-Amour, la Cour de Cassation a fait la demande d'une nouvelle audition des inculpés, devant le même tribunal criminel à Port-au-Prince, avec une autre composition, dans une correspondance en date du 22 mars 2019, adressée au Ministre de la justice et de la sécurité publique, Jean Roudy Aly. « Les inculpés resteront en état, où ils se trouvaient avant le jugement », recommande la Cour de Cassation. Un arrêt, rendu le mardi 8 mai 2018, dans le cadre de ce dossier, annule le jugement, réalisé sans assistance de jury, le 17 avril 2015, par le juge Lamarre Bélizaire. Woody Ethéart, alias « Sonson La Familia » et Renel Nelfort, surnommé « Le Recif », accusés particulièrement de kidnapping, de trafic de drogue et de blanchiment d'argent, ont été libérés le 17 avril 2015 à l'issue

d'un jugement express de Lamarre Bélizaire, arguant que le dossier d'accusation était vide. « Cette audience avait été réalisée, en dépit du fait que ce dossier n'était pas encore prêt à recevoir jugement », a signalé le Réseau National de Défense de Droits Humains (RNDDH) dans une correspondance du jeudi 10 janvier 2019, adressée à Me Paul Eronce Villard, commissaire du gouvernement près le tribunal civil de Port-au-Prince. Ce dossier, impliquant Woody Ethéart, et Renel Nelfort, deux principaux chefs du gang dénommé « Galil », mérite une prompt intervention du parquet près le tribunal civil de Port-au-Prince, relève le RNDDH, notant la nécessité de rendre justice aux victimes des nombreux crimes, perpétrés par ce gang.

>> Immigration : 17 Haïtiens morts dans un naufrage au large des Îles Turk et Caïcos

Le dernier bilan du naufrage survenu le dimanche 31 mars, au large des Îles Turks et Caïcos, s'élève à 17 morts, rapporte la plate-forme Groupe d'Appui aux Rapatriés et Réfugiés (GARR). Un précédent bilan faisait état de 15 décès. 2 nouveaux corps sans vie ont été retrouvés, tôt dans la matinée du mercredi 3 avril. Les opérations de recherche ont officiellement cessé dans l'après-midi du 3 avril, ont annoncé les autorités de ces Îles. La majorité des naufragés qui se trouvaient à bord de cette embarcation de fortune, viennent des départements du Nord et du Nord-Est d'Haïti. Depuis le 31 mars, 14 survivants de ce naufrage reçoivent les soins que nécessite leur cas, dans un centre d'hébergement. Plusieurs secteurs mettent en cause une absence de gestion publique pertinente dans ce nouveau drame de boat people haïtiens, qui continuent à affronter la mer sur de frêles esquifs à la recherche d'une vie meilleure, face au peu de perspectives d'emplois et d'amélioration de la situation socio-économique sur le territoire national. Le samedi 2 février 2019, 28 ressortissants haïtiens avaient péri noyés, alors que 17 autres ont été secourus par la Force de défense royale bahaméenne et les garde-côtes américains.

La plate-forme GARR déplore « la façon, dont s'organisent les voyages clandestins, dont la réussite est souvent incertaine ». Elle plaide en faveur de la mise en place de vrais programmes sociaux, qui puissent améliorer les conditions de vie des couches les plus démunies en Haïti. A propos de la situation socio-économique, plusieurs syndicats d'ouvrières et d'ouvriers de la sous-traitance réclament aujourd'hui, un salaire minimum de 1500 gourdes. Par ailleurs, « le peuple haïtien ne revendique pas un partage de gâteau », estime la coalition Secteur démocratique et populaire, une frange de l'opposition politique, en référence aux consultations politiques initiées par le président Jovenel Moïse. C'est dans ce contexte que la diplomate Cindy Kierscht, successeur de Kenneth H. Merten, Sous-secrétaire d'État adjointe américaine pour Haïti, le Canada et les Caraïbes, a visité Haïti le mardi 2 avril 2019. Plusieurs voix assimilent à une fuite en avant l'appel de Jovenel Moïse, souhaitant une intervention du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le Portugais Antonio Guterres, pour venir jouer « le rôle d'observateur dans ce dialogue inter-haïtien ».

A lire également :

- [Inauguration, le 5 avril 2019, à Miami, du centre communautaire Gérard Jean-Juste](#)
- [Gestion désastreuse du parc industriel de Caracol, la Sonapi sur la sellette...](#)
- [L'ambassadeur du Chili en Haïti Patricio Utreras « a vu la mort en face », lors d'une attaque](#)
- [La reprise des affrontements entre gangs à Cité Soleil risque d'aggraver le dysfonctionnement de la maternité publique Isaïe Jeanty](#)